

## **Discours de S. E. l'Ambassadeur Délégué Permanent du Burundi auprès de l'UNESCO durant la 210<sup>e</sup> session du Conseil Exécutif**

**Monsieur le Président du Conseil Exécutif,**

**Monsieur le Président de la Conférence Générale,**

**Madame la Directrice Générale,**

**Chers Collègues Ambassadeurs et Délégués Permanents,**

**Mesdames Messieurs,**

Permettez-moi, avant d'entamer mon propos, d'adresser mes félicitations au Président du Conseil Exécutif de l'UNESCO pour avoir usé de son professionnalisme et parvenir à la tenue de cette 210<sup>e</sup> session du Conseil Exécutif malgré les conditions sanitaires difficiles. Mes félicitations sont à l'endroit de la Directrice Générale de l'UNESCO pour avoir mis en place tout le dispositif nécessaire qui a facilité le déroulement de cette session.

**Monsieur le Président du Conseil Exécutif,**

1. Cette 210<sup>e</sup> session se tient au moment où le monde entier continue de subir une crise multidimensionnelle suite à la pandémie de COVID-19. Ma Délégation profite de cette occasion pour adresser ses condoléances les plus attristées à toutes les Délégations qui ont perdu les leurs. Que leurs âmes reposent en paix.
2. Pour faire face à cette pandémie sans précédent et aux autres défis qui menacent l'humanité toute entière, il faut plus de solidarité, plus de coopération internationale, plus de multilatéralisme. Cette crise de COVID-19 devrait être le moment de faire une évaluation objective en ce qui concerne la coopération internationale pour corriger les erreurs du passé, et ainsi se rassembler pour trouver une réponse appropriée aux défis qui menacent l'humanité toute entière par une coopération respectueuse et mutuellement bénéfique, un multilatéralisme inclusif où tous les pays quelle que soit leur taille et leur niveau de développement ont un rôle à jouer pour résoudre les défis qui menacent l'humanité.

3. Depuis 2015, alors que les Objectifs de Développement Durable à l'horizon 2030 incitent tous les Etats membres à tout mettre en œuvre pour que personne ne soit laissée de côté, mon pays a subi et continue de subir de la part de certains partenaires des sanctions injustes, immorales et inhumaines impactant directement et surtout le Secteur de l'éducation et indirectement les autres secteurs pour lesquels l'UNESCO est compétente. La grande majorité des victimes de cette situation sont les jeunes. Dans cette période où la communauté internationale se mobilise pour plus de solidarité, plus de Coopération internationale et plus de multilatéralisme, les auteurs desdites sanctions devraient se rendre compte que personne ne mérite d'être laissé de côté pour abandonner ces sanctions inhumaines. Ma délégation demande à l'UNESCO de soutenir toutes les initiatives allant dans le sens de la levée de ces dernières car, le BURUNDI a déjà enregistré des progrès significatifs jusqu'à ce jour.

**Monsieur le Président du Conseil Exécutif,**

4. S'agissant du point : 210 EX/22, ma Délégation salue les consultations initiées par le Secrétariat en vue de contribuer à l'élaboration de la prochaine stratégie à moyen terme pour 2022-2029(41C4) et du programme et budget pour 2022-2025 (41C5) et l'encourage à poursuivre ses efforts pour que les priorités de l'Organisation répondent aux besoins réels des Etats membres.
5. Nous profitons de l'occasion pour réitérer la demande d'un fonctionnaire international de l'Organisation au Burundi. En effet, depuis 2012, le bureau hors-Siège en place a été transformé en une Maison de l'UNESCO pour la culture de la paix, une maison à vocation régionale qui n'a jamais fonctionné ; car, depuis 2015, son personnel a été réduit au minimum et n'est composé que de nationaux qui souvent n'ont pas un regard neutre sur la politique interne du pays. La présence d'un fonctionnaire international permettrait de faire une évaluation objective de la situation, ce qui contribuerait à faire asoir la culture de la paix dans la sous-région longtemps gangrenée par de nombreuses contre-vérités.

6. Le thème qui nous a été proposé durant cette session est : « *Positionner l'UNESCO pour la prochaine décennie en tant qu'Organisation intellectuelle et de coopération du système des Nations Unies spécialisée dans les domaines de l'éducation, des sciences, de la culture et de la communication* ».

Notre Délégation remercie le Secrétariat pour ce choix du thème et est heureuse de constater que la période de dix ans indiqués dans ce thème coïncide avec la période de la stratégie à moyen terme : 41 C4 de 2022 à 2029 ; et se félicite que notre Organisation se trouve sur la bonne voie. Par les consultations toujours en cours et par le choix de donner la priorité à l'éducation dans les plans de relance nationaux, notre Organisation est en train de construire une fondation solide sur laquelle reposera le chantier de développement durable.

Dans sa déclaration du 22 octobre 2020 lors d'une réunion extraordinaire de très haut niveau sur l'éducation mondiale, la Directrice Générale a déclaré : je cite « À un moment où les pays font des choix et des compromis difficiles pour redresser leur société, l'éducation doit être notre priorité absolue, notre pilier pour la reprise. Et pourtant, seule une part minime – moins de 1% en moyenne - a été réservée à l'éducation et à la formation dans les plans de relance nationaux. Le financement de l'éducation n'est pas un coût : c'est notre investissement à long terme le plus essentiel. Si nous n'allouons pas ce financement maintenant, nous serons confrontés à un avenir plus sombre ».

La Délégation Permanente du Burundi se réjouit de ce choix qui par ailleurs coïncide avec les Priorités du Gouvernement de la République du Burundi dans son Plan National de Développement (PND- 2018-2027) qui donne une grande priorité à l'éducation.

Nous saluons le travail de collaboration intersectoriel et des partenariats en vue de trouver une réponse appropriée à la pandémie et encourageons l'Organisation à poursuivre ces efforts de collaboration pour répondre aux défis auxquels l'Organisation fait face.

S'agissant des priorités, notre pays insiste sur : le renforcement des capacités que ce soit dans les Secteurs de programmes que pour les Conventions déjà ratifiées par notre pays.

7. Nous profitons de l'occasion pour remercier la Délégation de l'Ethiopie pour le travail immense qu'elle ne cesse d'accomplir en tant que Vice-Présidente du Conseil exécutif pour le Groupe Va et notre Délégation fait sienne la déclaration qui sera faite par Son Excellence l'Ambassadeur Délégué permanent de l'Ethiopie au nom du Groupe Va. Nous n'oublions pas de remercier la Délégations Permanente de Zambie et celle du Ghana pour leurs contributions dans les préparatifs de cette session.
8. Notre Délégation remercie la Délégation du Kenya, Présidente du Groupe Afrique, qui ne ménage aucun effort pour que les difficultés des différents pays membres du groupe Afrique soient tenues en considération. Que nos remerciements aillent aussi vers les Délégations présidentes des groupes thématiques pour le travail louable qu'elles ont accompli.
9. Nous saluons le processus de consultation en cours en vue de l'élaboration de la Recommandation sur l'éthique de l'Intelligence Artificielle, sur les sciences ouvertes et saluons le travail louable que mène la Commission internationale sur les futurs de l'éducation. Cela témoigne de la capacité de notre Organisation à anticiper sur les situations pour préparer un avenir meilleur pour les générations futures.

Je vous remercie.